

Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain

In: Genèses, 13, 1993. pp. 151-165.

Citer ce document / Cite this document :

Magri Susanna. Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain. In: Genèses, 13, 1993. pp. 151-165.

doi : 10.3406/genes.1993.1206

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_13_1_1206

Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain ¹

Susanna Magri

creative
commons



BY:

Ouvrages commentés

Persée Jean-Paul Burdy, *Le Soleil noir. Un quartier de Saint-Étienne, 1840-1940*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989.

Alain Faure, (éd), *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris, 1860-1940*, Paris, Editions Créaphis, 1991 (Alain Faure, Jean-Claude Farcy, Patrick Gervaise, Françoise Dubost, Annie Fourcaut, Béatrice Cabedoce).

Yves Grafmeyer, *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre-ville*, Paris, Editions du CNRS, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, Villeurbanne, Programme Pluriannuel en Sciences Humaines, 1991.

Yves Grafmeyer, *Quand le Tout-Lyon se compte. Lignées, alliances, territoires*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1992.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992.

Jean-Luc Pinol, *Les mobilités dans la grande ville. Lyon fin XIX^e-début XX^e*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1991.

Pierre-Yves Saunier, *Lyon au XIX^e siècle : les espaces d'une cité*, Thèse de doctorat d'Université en histoire, Lyon, Université Lumière-Lyon II, 1992.

L'intérêt pour l'étude des mobilités, trajectoires, itinéraires individuels et collectifs s'est manifesté en France dans les sciences sociales depuis vingt ans déjà, porté par la remise en cause de l'économisme marxiste et de la *survey research* importée des États-Unis, qui a incité à développer l'étude des micro-processus par lesquels se font et se défont les groupes sociaux. En histoire et en sociologie urbaines, cette tendance est apparue plus tardivement, l'étude des dynamiques structurales qui produisent la ville contemporaine, puis les monographies locales de groupes définis *a priori*, le plus souvent par la position socio-professionnelle, faisant place à une analyse des pratiques sociales et des modes de vie où la diversité individuel-le, l'histoire singulière du ménage et la mobilité sociale ne sont plus délaissées². Les recherches sur la « ségrégation » en témoignent : au-delà des « états » de la répartition spatiale d'une population caractérisée à l'aide de différentes variables socio-démographiques, et des modes de fonctionnement interne des groupes délimités par l'espace, les travaux tendent à s'intéresser aux « logiques d'engendrement »³, et spécialement aux trajectoires que dessine la rencontre du projet individuel et du destin social, auxquelles se trouve souvent étroitement associé le parcours dans l'espace urbain⁴.

Si le développement des études de la mobilité se confirmait, sans doute serait-on conduit à penser que l'affirmation de cette tendance en sciences sociales n'est pas sans lien avec l'époque. Scruter les mécanismes qui freinent ou favorisent l'ascension sociale pourrait bien être tenu pour crucial après l'écroulement du mythe socialiste : celui-ci ne fait-il pas apparaître cette mobilité comme le ressort de nos sociétés, démocratiques certes, mais inéluctablement inégalitaires ?



1. Je remercie Gérard Mauger et Florence Weber pour les remarques encourageantes qu'ils m'ont adressées à propos de ce texte. Christian Topalov et Michel Offerlé pour leur lecture attentive.

2. Sur l'évolution de la sociologie urbaine à partir des années 1980, cf. Christian Topalov, « A history of urban research : the French experience since 1965 », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 13, n° 4, 1989, p. 625-651. Pour une interprétation de l'approche biographique en sociologie comme « effet » du mouvement de mai-juin 1968, cf. Gérard Mauger, « L'approche biographique en sociologie : une "démarche contestataire" », in : « Mai 68 et les sciences sociales », *Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 11, avril 1989, p. 85-99.

3. Yves Grafmeyer, « Regards sociologiques sur la ségrégation », in : *Le concept de ségrégation. Séminaire sur la ségrégation*, Paris, Plan Construction et Architecture, Réseau socio-économie de l'habitat, 26 mars 1992, 30 p. (à paraître : L'Harmattan, Collection « Habitat et société », 1993).

4. Sur la relation entre trajectoires des groupes sociaux et biographies individuelles et ses implications méthodologiques, cf. Jean-Claude Passeron « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, n° XXXI-1, janvier-mars 1990, p. 3-23. Sur la méthode monographique cf. Patrick Champagne, « Statistique, monographie et groupes sociaux », in : *Études dédiées à Madeleine Grawitz*, Paris, Dalloz, 1982, p. 3-16, et Alain Desrosières, « L'opposition entre deux formes d'enquête », in : « Justesse et justice dans le travail », Paris, *Les Cahiers du Centre d'études de l'emploi*, n° 33, 1989, p. 1-9. Sur l'évolution récente des études de l'espace ouvrier, cf. Susanna Magri, Christian Topalov (éd.), *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989, et pour une historiographie de l'étude monographique de la banlieue, Annie Fourcaut, « Les historiens et la monographie, l'exemple de la banlieue parisienne », *Politix*, n° 7-8, octobre-décembre 1989, p. 30-34. Pour une remise en cause radicale des études de communautés locales, cf. Maurizio Gribaudi, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1987.

Les monographies de communautés locales n'ont pourtant pas fini de contribuer à la compréhension de la vie sociale et des processus de production de l'espace urbain. Cernant par construction des groupes stables, la monographie peut en renouveler la vision par l'analyse des discordances et fragmentations internes, et éclairer des aspects nouveaux de la production ou de la transformation d'un espace urbain par l'analyse des enjeux et des modalités de l'usage de celui-ci. Mais si ces études s'ouvrent à de nouvelles interrogations, c'est aussi parce qu'elles n'ignorent pas les remises en question concernant la cohérence interne des groupes qu'elles se donnent pour objet, auxquelles les études des mobilités ont contribué. L'on comprend dès lors que s'esquissent des lignes de recherche combinant des méthodologies différentes, étude monographique à l'échelle du quartier et étude des trajectoires des familles, pour saisir non pas l'enracinement de communautés dans un territoire, mais l'inscription même éphémère de milieux dans l'espace urbain, composés de groupes et individus ayant en commun moins l'origine ou la position socio-professionnelle que la pente de la trajectoire, les manières d'habiter, les usages des espaces publics.

Stabilités

Le propre de la monographie locale est de procéder à l'observation d'un groupe par le découpage d'un territoire restreint, ce qui n'implique pas nécessairement que le premier soit défini par le second, mais oriente fortement l'analyse. Ainsi, que l'on s'intéresse à un groupe homogène défini *a priori*, telle la classe ouvrière ou la haute bourgeoisie, ou à un ensemble composite, c'est à l'étude des mécanismes de son fonctionnement et de sa reproduction que conduit généralement le choix d'une échelle d'analyse réduite, quartier ou plus largement

secteur urbain. En sociologie comme en histoire, de telles recherches avaient souvent abouti à faire ressortir, parfois à célébrer, la cohérence d'une communauté ; plus récemment elles ont pu aussi s'attacher à en repérer les fragmentations internes⁵.

C'est d'abord aux divisions selon la catégorie professionnelle (combinant secteur d'activité et qualification) et l'origine géographique que s'intéresse Jean-Paul Burdy lorsqu'il reconstitue, sur un siècle, la physiologie du groupe ouvrier du « Soleil noir » à Saint-Étienne. Ces différences s'inscrivent dans l'espace du quartier : le noyau le plus ancien et le plus périphérique du « Soleil » reste dévolu tout au long de la période aux mineurs et aux manœuvres, tandis que les métallurgistes et les cheminots se regroupent dans le secteur proche du centre ville dont les immeubles se modernisent au début du siècle ; ce secteur accueille dans l'entre-deux-guerres la « cité des Polonais » bâtie par les Houillères, alors que les Algériens et les Marocains restent confinés dans les « cantonnements » proches de la mine, à l'inverse des Italiens qui dans la même période essaient très vite dans le quartier. Les localisations des lieux de travail et les politiques patronales du logement expliquent certes, pour une part, la place spécifique occupée par chaque groupe au « Soleil ». Mais l'étude longitudinale des familles montre que cette place, comme le statut juridique d'occupation du logement, est liée au parcours dans la hiérarchie sociale ouvrière et hors de celle-ci. Ainsi la propriété du logement s'acquiert en accédant à la petite bourgeoisie boutiquière, ou bien, comme le confort des habitations locatives au début du siècle, se conquiert avec le statut social plus élevé que confère le métier qualifié ; à l'inverse, la permanence au bas de l'échelle hiérarchique associe la précarité de la sous-location ou de la location d'un garni à l'habitat ancien et insalubre.

Cette analyse des différences sociales marquées dans l'espace résidentiel par la dynamique des trajectoires ouvrières, invite à s'interroger sur ce qui fait la spécificité des pratiques de chaque groupe social concernant l'habitation. D'ordinaire c'est dans les termes de l'opposition liberté/contrainte que sont lues les distances entre les classes, le cadre des possibles dans lequel s'inscrivent les pratiques s'élargissant avec l'élévation dans la hiérarchie sociale : si tout sépare l'habitat des ouvriers de celui des bourgeois, c'est d'abord en raison de cette différence fondamentale. On sait pourtant que les choix des seconds n'échappent pas aux déterminismes. Monique et Michel Pinçon pour Paris, Yves Grafmeyer pour Lyon, en rappellent la nature : les projets relatifs à l'habitation, affranchis de la contrainte du prix, sont tout entiers commandés par les impératifs de la reproduction de la position sociale, qui s'imposent aux individus par le biais de la loi familiale et de la transmission du patrimoine immobilier. Ainsi, l'enquête menée sur un quartier de Lyon confirme que la localisation du domicile des ménages bourgeois est dictée par la succession qui assigne aux enfants l'appartement possédé par les ascendants, ce qui ne va pas toujours dans le sens des souhaits individuels. Mais elle est dictée en même temps aux membres de cette classe par la nécessité de se maintenir dans son rang ou de s'élever au rang supérieur. Les différenciations subtiles qui manifestent la hiérarchie interne de la haute bourgeoisie tiennent pour beaucoup au quartier et à l'immeuble d'habitation. Pour les familles du *Tout-Lyon*, le lieu habité est la « marque *quasi* naturalisée » de la position occupée dans la société locale. La relative dispersion des Ingénieurs des Ponts et Chaussées dans l'espace résidentiel parisien est un signe de leur position au bas de la hiérarchie grand-bourgeoise, tandis que les Inspecteurs des finances se rapprochent de l'univers des grands cercles parisiens en

partageant les quartiers ou les communes de résidence de ces derniers. La valeur de l'adresse est indissociablement économique et symbolique, les changements dont elle est affectée expriment les mutations de cette micro-hiérarchie sociale. Jean-Luc Pinol montre qu'en 1906 le clivage entre les cercles lyonnais – qui sépare *grosso modo* les familles nobles, les rentiers et les professions libérales d'un côté, des négociants de l'autre – s'inscrit dans l'espace, les uns restant attachés à Ainay, quartier ancien de la Presqu'île, les autres n'hésitant pas à s'établir dans le quartier neuf des Brotteaux. Si quelques décennies plus tard ces clivages spatiaux s'estompent, c'est parce que la composition des cercles a changé et que les industriels, qui y ont fait une large percée, confèrent un égal prestige aux deux sites.

L'espace résidentiel fonctionne donc comme dispositif de la distinction pour les classes supérieures. Joue-t-il un rôle analogue chez les ouvriers ? S'il n'est pas un signe du statut social sous les mêmes modalités que dans les autres classes, il pourrait être tenu pour l'un des instruments et l'un des indices du changement de position sociale et des transformations identitaires que celui-ci implique. Sans aborder de front cette question, les travaux sur l'espace ouvrier présentés ici apportent des éléments de réflexion.

La conquête d'un espace résidentiel nouveau a d'abord pour condition un changement dans la représentation des territoires de la ville qui élargit l'horizon des possibles. Alain Faure le rappelle : pour que l'ouvrier parisien envisage au début du siècle d'abandonner le quartier ancien des ateliers pour le lotissement de banlieue, il faut qu'émerge dans son univers mental une image de cette dernière différente de celle qui avait prévalu jusque là. Il faut que la banlieue cesse d'être identifiée aux faubourgs industriels et que, « champêtre », elle puisse être pensée

comme lieu du domicile. Une vision déjà répandue dans la bourgeoisie fait donc l'objet d'une appropriation par les ouvriers. Cela suppose le déploiement d'une propagande multiforme, dont l'efficacité tient à la nature des agents – architectes et marchands de terrains qui font exister un nouveau possible en lui donnant la forme concrète d'une maison, militants et pionniers appartenant aux milieux populaires qui contribuent à emporter l'adhésion par le langage dans lequel est exprimé le projet et par les premières expériences. Cela suppose aussi chez les intéressés des prédispositions favorables, telles la pratique du loisir à la campagne hors des barrières, et la valorisation de cet environnement aéré fondée sur la peur des miasmes, qui explique le succès remporté par le thème hygiéniste de l'air et la lumière dans les milieux populaires.

La connotation sociale de l'habitat n'est pas absente de ces représentations. La perception de ce qui fait la spécificité d'un groupe autre que le sien, n'ignore pas les traits de l'espace habité. Patrick Gervaise le montre en étudiant dans sa contribution aux *Premiers banlieusards*, un îlot de Levallois-Perret qui empiète sur la zone *non aedificandi* des fortifications. Chiffonniers français et ouvriers italiens y habitent dans l'entre-deux-guerres des ruelles distinctes, dont la physionomie nettement contrastée exprime la distance entre les statuts sociaux et les modes de vie des deux groupes. Or, le travail de reconstruction de la vie du quartier entrepris par l'auteur à l'aide de témoignages oraux, atteste que les habitants ont une perception très nette de cette différence à la fois sociale et physique. Il suggère en particulier que si la plupart de ces Italiens ne font qu'emprunter ces « passages », y passer précisément, alors que pour les chiffonniers ils constituent un « territoire héréditaire », c'est sans doute pour échapper à l'image stigmatisante qui

assimile l'îlot à « la Zone » et pour conquérir, souvent avec un pavillon, le signe d'une situation sociale meilleure.

Cette clé de lecture peut s'appliquer aussi aux formes collectives d'implantation de l'habitat pavillonnaire en banlieue avant 1914 : les ouvriers s'associent fréquemment aux employés, petits commerçants, voire professions libérales dans des sociétés d'épargne transformées en agents des lotissements et parfois en sociétés de gestion des nouvelles « cités ». A travers ces pratiques collectives ouvrières, partagées par les membres d'autres couches sociales grâce notamment aux proximités militantes, se devinent en effet des affinités qui se concrétisent dans les modes de vie et, de toute évidence, dans un choix résidentiel identique : ces ouvriers « pionniers », car ils ouvrent la voie au grand exode populaire en banlieue des années 1920, situés au sommet de la hiérarchie ouvrière par leur qualification, le montant et la régularité de leur salaire, paraissent bien plus proches de la petite bourgeoisie les ayant précédés et les accompagnant désormais dans l'habitat pavillonnaire, que des membres de « leur classe » placés dans l'impossibilité d'opérer un tel changement dans leur univers résidentiel.

Ce clivage interne à la classe ouvrière est bien mis en évidence par Jean-Paul Burdy : les attitudes et les pratiques en matière d'habitation séparent, au « Soleil » de Saint-Étienne, d'un côté les mineurs et de l'autre, les professionnels de la métallurgie, les ouvriers de Manufrance et du chemin de fer PLM. Mais c'est dans l'étude d'Annie Fourcaut sur un lotissement de l'entre-deux-guerres en Seine-et-Oise que l'on peut voir à l'œuvre à la fois ce clivage et les affinités entre ouvriers et employés. Contraints par les dispositions de la loi Sarraut de 1928 sur les lotissements de gérer eux-mêmes par le biais d'une association syndicale l'aménagement de leur habitat, les ouvriers et em-

ployés du Nouveau Domont parviennent à édifier un quartier « ordinaire », conforme à la « nouvelle modernité urbaine » de la banlieue. Or, ces « salariés de grandes entreprises et de services publics » (souvent employés du chemin de fer) partagent à l'évidence les normes de cette urbanité nouvelle. Ils les mettent en effet en œuvre dans le détail, formulant des revendications vis-à-vis de la commune en matière scolaire notamment, et imposant de multiples contraintes aux manœuvres, briquetiers italiens et polonais, installés dans le lotissement. L'éradication des habitudes rurales de ces derniers, l'inculcation de règles de l'usage de l'espace régissant notamment la partition public/privé, supposent chez ceux qui s'en font les agents une culture commune ayant probablement ses racines dans une proximité ancienne dans l'espace urbain.

L'étude d'Annie Fourcaut invite à développer l'hypothèse de la formation de groupes aux frontières sans doute mouvantes, dont la cohérence serait due à un usage fin de l'espace et à une représentation très proche des propriétés que celui-ci doit présenter, à l'instar de ces pratiques partagées de la lecture dont Roger Chartier montre qu'elles brouillent la frontière entre le savant et le populaire⁶. Une telle hypothèse impliquerait de procéder à la reconstruction de l'espace social des pratiques résidentielles, celle-ci pouvant faire apparaître des proximités occultées par les découpages en classes et catégories socio-professionnelles, et obligeant à repenser les clivages dessinés par ces dernières. Dans cette perspective, tenir la dimension diachronique paraît indispensable. En raison, d'un côté, des changements qui dans les pratiques résidentielles peuvent survenir même en l'espace de deux générations, comme le montre Jean-Paul Burdy pour les ouvriers ; de l'autre, parce que le groupe



6. Roger Chartier, *Lectures et lecteurs dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1987.

peut lui-même évoluer. Les employés parisiens déjà installés en banlieue lors du recensement de 1891 ne sont sans doute pas les mêmes que leurs homologues qui, trente ans après, s'y établissent à leur tour. Les mutations inter-nes de ce groupe – le grossissement de la part des salariés peu qualifiés notamment – modifient probablement les proximités spatiales observables en 1891, les employés de bureau côtoyant alors la bourgeoisie dans les communes de l'ouest, tandis que les employés de l'industrie et du commerce se dispersaient dans la banlieue ouvrière. A partir des années 1920, nous dit Jean-Paul Burdy, par leurs manières d'habiter les ouvriers professionnels semblent s'approcher davantage des employés que des ouvriers spécialisés. Ces proximités spatiales dépendent sans doute aussi des alliances matrimoniales et, non sans lien avec elles, du degré de porosité de chaque groupe, lui-même variable dans le temps : nous voici renvoyés à la question de la mobilité. On y reviendra. Les études de communautés locales, conçues pour regarder à la loupe des populations délimitées par un territoire restreint, sont en mesure de repérer, comme on vient de le voir, les lignes de clivage qui les fragmentent. Mais, parce qu'elles ne retiennent que la population attachée à ce territoire, elles en relèvent surtout les cohérences et les cohésions, que celles-ci lient ensemble le groupe tout entier ou une par une ses diverses composantes. Ces cohésions ont certes pour base les affinités constituées dans l'exercice de la profession ; elles se construisent néanmoins aussi à partir d'habitats relativement homogènes et à travers les sociabilités quotidiennes dont l'espace résidentiel est le cadre. Or, l'un des leviers de la cohésion du groupe est l'identité collective : l'étude des sociabilités rencontre la question de l'identité sociale construite sur une base territoriale. Jean-Paul Burdy l'aborde de front.

Ayant recours au récit des « acteurs » – témoignage oral mobilisant la mémoire d'un passé vécu – le chercheur est confronté à deux ordres de représentations : la vision de la communauté locale fournie par ceux qui lui sont extérieurs d'un côté, celle qui en est livrée de l'intérieur, de l'autre. Ces représentations sont largement interdépendantes. Ainsi, Burdy, analysant le travail de reconstruction des témoins, peut montrer que deux « mythes » concernant le quartier du « Soleil noir » à Saint-Étienne s'affrontent et se répondent : règne de la « basse classe » et de la violence pour les ouvriers qui ne l'habitent pas, le quartier est à l'inverse le symbole de la fierté, de la convivialité et de la cohésion ouvrières dans la représentation identitaire de ceux qui l'habitent. Cette dernière doit beaucoup à la première, dans la mesure où elle gomme ou réinterprète les expériences susceptibles de la corroborer. La légende communautaire aurait ainsi pour origine une réaction d'auto-défense face aux stigmatisations dont le quartier est l'objet.

Cependant, au-delà du cas de Saint-Étienne, on peut s'interroger plus largement sur les processus de formation et d'ancrage d'une telle légende. Pierre-Yves Saunier, étudiant les représentations sociales de Lyon au XIX^e siècle, invite à considérer d'autres agents et d'autres enjeux de la construction de l'image du quartier ouvrier, à propos de la Croix-Rousse. Celle-ci est le terrain de développement de discours contradictoires qui se succèdent le long du siècle dernier, parfois *a contrario* des réalités que le chercheur peut constater après coup. Lieu du péril social et symbole de la « barbarie » à la suite des soulèvements de 1831 et 1834, la Croix-Rousse devient après 1848 l'objet d'un discours de disculpation et d'oubli, puis dès 1870 d'une célébration : désormais « quartier-village », elle est transformée en patrie d'un canut élevé au rang

d'ouvrier modèle, figure emblématique du peuple lyonnais, au moment même où cette catégorie d'ouvriers-artisans est en train de disparaître. Ce « retournement de l'image » est le fait d'agents économiques, industriels et parfois réformateurs sociaux, pour qui l'enjeu de cette représentation des ouvriers et de leur quartier est la pacification des rapports industriels et l'avènement d'un « peuple sain » susceptible d'être transformé en peuple-citoyen.

Ainsi, le mythe de la communauté autarcique soudée par son territoire ne peut pas être tenu pour une simple construction spontanée autochtone. Le cas de la Croix-Rousse signale un processus plus complexe où interfèrent les discours performatifs d'agents sociaux de diverse nature, dont les intérêts peuvent être opposés, mais convergent pour proposer le même archétype du quartier ouvrier. Les « bastions » communistes des banlieues ouvrières de l'entre-deux-guerres le montrent à leur tour : à Borgo San Paolo ou à Bobigny la construction symbolique de la communauté locale passe par le travail de militants qui « se confondent avec les cadres mêmes de la vie locale », selon l'expression d'Antoine Prost⁷, et proposent au groupe, à travers un discours de définition d'autant plus efficace qu'eux-mêmes appartiennent à la communauté, une identité à la fois sociale et politique. Mais l'intervention de ces « entrepreneurs d'identité »⁸ n'est pas nécessairement de nature politique ou religieuse. Les études de J.-P. Burdy, Patrick Gervaise et Françoise Dubost sur l'espace résidentiel ouvrier, mais aussi celle de Michel et Monique Pinçon sur les « beaux quartiers », font assez voir que l'enracinement local produit un réseau d'associations et de sociétés dont les animateurs, par leur fonction même, se transforment en agents de l'appropriation symbolique du quartier, de l'identification du groupe avec ce dernier et de la défense de cet acquis.



7. Antoine Prost, « Préface » à Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions ouvrières et Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, p. 9.

8. L'expression est empruntée à Howard S. Becker par Emmanuelle Saada, « Les territoires de l'identité. Être juif à Arbreville », *Genèses*, n° 11, mars 1993, p. 111-136.

9. M. Gribaudi, *Itinéraires ouvriers*, *op. cit.*

Ce travail d'ordre symbolique trouve ses conditions de possibilité et d'efficacité dans la matérialité de l'environnement physique et des pratiques des populations concernées. Le « Soleil noir » rappelle l'incidence de l'isolement topographique, fréquent dans le cas du quartier ouvrier, sur le sentiment d'appartenance communautaire. Mais celui-ci trouve ses racines dans la cohésion du groupe, dont la force – ces études ne le relèvent pas assez – tient à son caractère de nécessité. Dans les espaces ouvriers marqués par la carence, où à la limite, comme dans les lotissements de l'entre-deux-guerres, tout l'habitat est à édifier, les réseaux d'entraide entre familles et entre voisins sont indispensables. Les sociabilités, en même temps qu'elles construisent ou consolident la culture du groupe, comportent l'exercice d'une contrainte sur les individus : « le voisinage est aussi une instance de contrôle social », rappelle Jean-Paul Burdy qui, comme Patrick Gervaise pour Levallois-Perret, fait état des contradictions, tensions et conflits qui traversent ces groupes locaux. Ayant leur source dans les divisions produites par le travail et les difficultés de la vie quotidienne, mais sans doute aussi comme le souligne Maurizio Gribaudo⁹, dans la diversité des expériences et des aspirations, ces tensions menacent la cohésion communautaire. Les pratiques de sociabilité et la construction symbolique de l'unité du groupe peuvent dès lors s'interpréter comme une protection nécessaire par laquelle le groupe tend à s'auto-reproduire. En tant que telles, elles offrent des points de comparaison avec la défense et le contrôle identitaires mis en œuvre par la grande bourgeoisie. L'appropriation matérielle et symbolique de l'environnement et des équipements collectifs des « beaux quartiers » par cette dernière relèvent autant de stratégies de la distinction par exclusion des indésirables, qu'elles sont des outils indispensables de la reproduction – ce que l'ana-

lyse du contrôle sur les écoles et du fonctionnement des clubs, cercles et rallyes met bien en évidence. Mais si un abîme sépare ces pratiques en haut et en bas de l'échelle sociale, c'est bien en raison du fait que la nécessité économique, inconnue à un pôle, règne à l'autre, et que la reproduction soumise ici à une force centrifuge, est servie là par une force centripète.

Mobilités

Ignorant ceux qui quittent le quartier, les études de communautés locales ne peuvent en analyser la diversité interne productrice de dispersion, encore moins les mécanismes de celle-ci. Aussi se centrent-elles, comme on vient de le voir, sur les sociabilités comme formes de gestion de la stabilité, ou d'une mobilité interne circonscrite à la population sédentaire. Conscient des effets de la méthode, Jean-Paul Burdy met lui-même en garde : « le quartier ne doit pas être un écran masquant la ville – écrit-il en concluant son étude – pas plus que la stabilité sociale et géographique de nombre de familles étudiées sur la longue durée ne peut masquer l'existence de comportements instables » (p. 235). Élargir le cadre d'observation du quartier à la ville pour cerner les « instables » : voilà précisément le propre des études des mobilités.

Ces études ont en commun le postulat d'une hétérogénéité du groupe social due aux singularités individuelles, tenue pour fondement de la mobilité – « le devenir d'un individu est irréductible à celui de son groupe social » avertit Jean-Luc Pinol en introduisant son livre sur les mobilités à Lyon (p. 15). Mais au-delà de ce point, leurs orientations divergent. Les unes en effet cherchent à travers les itinéraires individuels à démonter les mécanismes de la mobilité ou de l'immobilité, et à dégager des « stratégies ». Les autres s'intéressent plutôt à évaluer, à travers les données agré-

gées, l'ouverture et la perméabilité ou, au contraire, la force d'emprisonnement et d'exclusion des différents univers sociaux.

Les premières n'ont pas forcément besoin de sortir d'un cadre spatial étroit pour saisir les dispositifs de la mobilité, mais l'horizon de celle-ci s'en trouve considérablement borné. Ainsi, la reconstruction des généalogies de familles recensées dans un seul quartier permet à Jean-Paul Burdy de confirmer le rôle pivot de la parenté – en l'occurrence la « famille utile » que définissent les relations effectivement entretenues – dans la détermination des trajectoires, qu'elles soient ascendantes – lorsque, par exemple, la boutique associée au travail à la mine permet au bout de deux générations d'accéder à la petite bourgeoisie commerçante ou à la catégorie des ouvriers professionnels – ou qu'elles soient stables, telles ces « dynasties ouvrières » que l'on trouve en bas, chez les mineurs par exemple, comme en haut de la hiérarchie ouvrière. Cette analyse fait ressortir le déploiement nécessaire de « stratégies » familiales, certes bornées et parfois entravées par les contraintes structurelles, mais composant avec celles-ci, consistant à bâtir des alliances matrimoniales et à tirer profit d'atouts, la propriété immobilière, le métier, pour maintenir ou élever le statut social. En cela, Jean-Paul Burdy rejoint Maurizio Gribaudi lorsqu'il analyse les « itinéraires ouvriers » à Turin, et utilise pour ce faire les données généalogiques et les témoignages oraux¹⁰. Mais la convergence entre les deux auteurs s'arrête à cette mise au jour des stratégies des familles qui construisent l'avenir de leurs membres. Alors que le premier, en effet, contraint par le cadre spatial de son étude, ne peut que restituer la vision d'un groupe ouvrier stable et largement héréditaire – malgré son « incessante recomposition interne » – le second, choisissant de suivre les instables, est en mesure de retra-



10. *Ibid.*

cer les étapes d'un « cycle » pouvant conduire hors de la condition ouvrière, et de regarder la parentèle, dans son rôle à l'intérieur de ce cycle, sous un angle rarement retenu : comme pourvoyeuse de ressources d'ordre matériel, culturel et symbolique appartenant à des espaces sociaux diversifiés et pénétrés au fur et à mesure de l'intégration de la famille dans le milieu urbain. La condition de cette analyse est une méthode consistant à connecter l'un à l'autre l'examen du parcours social et du parcours urbain.

L'étude par Jean-Luc Pinol de la mobilité à Lyon sur un laps de temps de quarante ans, de la fin du XIX^e siècle à la fin des années 1930, offre un autre exemple de cette tentative. Le parti général, cependant, est tout autre. Limitée par sa source principale – les listes électorales, qui ne permettent pas de reconstituer les univers familiaux – cette étude nous parle plus de « mobilité » que d'« itinéraires », plus des structures et de leurs effets que des menées individuelles. Les vrais acteurs de cette histoire lyonnaise sont les groupes sociaux, bien que la prosopographie n'interdise pas, à l'aide de sources complémentaires tels les actes de naissance, de comprendre par le parcours singulier comment se produisent les trajectoires collectives. Celles-ci sont inscrites dans l'espace, dont elles dépendent pour une large part.

S'il en est ainsi, c'est que les différents quartiers de la ville sont tout à la fois des espaces physiques, sociaux et économiques, ces propriétés produisant généralement des effets de même sens sur les trajectoires. Villeurbaine est au tournant du siècle un secteur industriel nouveau en expansion, en même temps qu'un quartier en voie de développement ; les ouvriers qui s'y installent quittent à la fois l'habitat vétuste du centre de Lyon et les métiers traditionnels qui s'y rattachent, trouvant dans cette péri-

phérie de nouvelles occasions d'emploi. Les glissements professionnels au cours d'une carrière ouvrière vont ainsi de pair avec un déplacement spatial et un changement de milieu sociologique. A l'inverse, dans la même période, la permanence à la Croix-Rousse permet à des fils tisseurs de passer dans la catégorie des employés, ou de garder le statut d'ouvrier-artisan tout en quittant le métier du père en plein déclin. Le rôle de l'espace dans les mobilités sociales semble donc confirmé : les quartiers de la ville présentent des configurations de possibles plus ou moins réduites et canalisent de ce fait les parcours, mais différemment selon l'origine sociale et la profession embrassée au début de la carrière.

Des déterminations majeures se surimposent cependant au rôle du quartier. La mobilité spatiale d'abord, qui, si elle n'est pas une condition nécessaire de la mobilité ascendante, peut régler l'accès aux chances de changement. C'est ce que suggère à Lyon dans l'entre-deux-guerres la diminution concomitante des deux mobilités, la viscosité du marché immobilier jouant spécialement en défaveur de l'élévation sociale des ménages populaires, stabilisés dans leur logement par les lois sur les loyers, comme le vérifie l'étude de la population ayant habité successivement un échantillon d'immeubles, menée par Jean-Luc Pinol. Plus fondamentales sont sans doute les mutations économiques qui déterminent la structure et le volume des emplois. L'expansion de l'industrie usinière pousse entre les deux guerres les artisans lyonnais dans les rangs des ouvriers salariés (comme elle encourage à Saint-Étienne les mineurs français à devenir métallurgistes) et il est certain que la crise des années 1930 leur enlève toutes chances d'améliorer leur situation, et *a fortiori* de changer de position sociale. La poussée de l'usine fait aussi grossir une catégorie nouvelle d'industriels qui ne se

recrutent plus en dehors des classes supérieures, comme au tournant du siècle, mais au sein de celles-ci par la formation scolaire.

Close sur Villeurbanne, cette analyse aurait eu toutes chances de faire apparaître le chemin de l'usine comme le seul s'offrant à la masse des ouvriers. Embrassant la ville et une période suffisamment longue, elle démontre au contraire l'existence d'autres trajectoires, la probabilité pour les ouvriers de les emprunter variant avec le temps. Si elle confirme la possibilité pour ces derniers de se hisser au rang des industriels – rare quand cette promotion n'est pas éphémère – l'étude permet surtout de relever les proximités au niveau intermédiaire de la hiérarchie sociale. Ainsi la position « charnière » des employés ressort avec netteté de l'analyse des trajectoires ascendantes. Dans la phase de croissance du groupe qui prend fin avec la Grande Guerre, ses membres (qui sont exclusivement des hommes en raison de la source) accèdent facilement aux classes supérieures et spécialement au statut de « négociant », en même temps qu'ils laissent en quelque sorte la place aux ouvriers de métier. Le rôle de passerelle du groupe est sans doute favorisé par des proximités spatiales qu'établit l'indice de dissimilarité relative à partir de la distribution dans la ville des groupes sociaux. Plus proches des ouvriers des ateliers ou des services publics que des petits commerçants, les employés pourraient bien former avec les premiers un milieu où se partagent les manières d'habiter et les sociabilités. Cependant, les perspectives de mobilité ascendante se ferment dans l'entre-deux-guerres, les employés piétinant dans les professions intermédiaires de comptable ou de représentant, tandis que les catégories supérieures s'auto-recrutent. Qu'advierait-il alors de ces microcosmes populaires ? Les raidissements catégoriels ou « la mobilisation de la « classe moyenne »¹¹ pourraient les entraver



11. Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1982, p. 61-154.

12. Geoffrey Crossik, Heinz-Gerhard Haupt (ed), *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, Londres, Methuen, 1984.

ou les fissurer, à moins qu'ils ne se cimentent grâce aux expériences politiques et adhésions idéologiques communes. En fait, c'est toute la question du rapport entre formation d'un milieu local et mobilités qui se trouve ainsi posée.

Milieus

L'espace local peut devenir un dispositif régulateur des pratiques et des représentations d'un groupe sans que celui-ci se caractérise nécessairement par l'homogénéité des origines ou des appartenances socio-professionnelles de ses membres. Le quartier « populaire » du XIX^e siècle, tel que l'étudient Geoffrey Crossik et Heinz-Gerhard Haupt¹², le montre encore : des ouvriers, des boutiquiers et des maîtres artisans y sont réunis ; l'identité collective se forme à travers des sociabilités, des représentations et des traditions politiques dont les « petits bourgeois » fournissent le modèle. Mais un espace où coexistent des groupes socialement différents peut être moins que cela, tout en produisant des effets sur la vie locale. Un mode de co-présence éloigné du modèle communautaire invite à regarder le quartier résidentiel à travers le prisme des trajectoires plutôt que des stabilités. C'est la méthode adoptée par Yves Grafmeyer dans *Habiter Lyon*.

L'étude à deux échelles, au niveau de ces « territoires sans qualités » que sont les quartiers choisis, et de la ville toute entière, fait bien apparaître les risques que comporte la clôture de l'analyse sur les séquences de la vie individuelle et sociale découpées par un espace restreint. La pérennité de la structure socio-professionnelle de la population dans les îlots étudiés, situés aux Brotteaux et à la Croix-Rousse, ne va pas sans un important *turnover*. Or, la reproduction de cette structure ne peut s'expliquer seulement par les caractéristiques du parc immobilier dont les types

sont très différenciés, allant de l'immeuble huppé des années 1950 aux îlots anciens qui rapprochent bâtiments luxueux en façade et constructions modestes sur les cours ou les rues latérales. Elle est le produit de « logiques de peuplement » qui résultent à la fois des trajectoires sociales des ménages, des propriétés physiques des habitations et des modalités d'accès au logement, réglées par des dispositifs de filtrage des candidats, institutionnels pour une part mais largement appuyés sur les réseaux d'interconnaissance.

Pour la bourgeoisie majoritaire dans les îlots étudiés comme dans l'espace environnant, vivre dans ces quartiers représente l'une des voies par lesquelles est assurée la reproduction du statut social. Lorsque l'ascension sociale est accomplie en une génération et surtout si elle est le fait des deux conjoints à la fois, les ressources qu'apporte le quartier acquièrent une importance cruciale, car elles permettent de consolider la position acquise et en garantissent la permanence. De fait, l'étude des trajectoires, en faisant apparaître l'hétérogénéité interne de la bourgeoisie, permet de déceler des manières différenciées d'utiliser les ressources du quartier, de l'habiter et d'y accéder. Des enjeux peuvent être communs à tous, telles la qualité des écoles et la composition sociale du quartier dont dépendent la formation et les fréquentations sociales des enfants ; il reste que l'importance de cette ressource est modulée par l'étendue des réseaux de sociabilité dont disposent les ménages pour assurer la transmission du statut, réseaux d'autant plus nombreux hors de l'espace de résidence que la position sociale supérieure et la place dans la société locale de la famille sont anciennes.

Mais la trajectoire n'explique pas à elle seule l'installation dans le quartier et ses modalités. On retrouve à propos de celle-ci le rôle de la famille, qui offre souvent l'opportunité d'habiter un lieu précis, notamment dans le cas des couples ancrés dans une position sociale élevée depuis plus d'une génération. On pourrait s'attendre, pour ces couches sociales, à la transmission systématique de la propriété par la famille, étant donné la corrélation entre statut social élevé et propriété du logement que permet d'observer la statistique à l'échelle des ménages. Or, l'analyse à l'échelle agrégée des unités spatiales, si elle confirme cette corrélation, fait apparaître aussi chez les bourgeois la réalité d'une pratique traditionnelle de la location, transmise souvent par « succession », les enfants remplaçant les grands-parents dans l'appartement que ces derniers occupaient de longue date. En dehors de ces transferts, la famille apparaît comme le pivot de réseaux d'interconnaissance par lesquels se constituent des filières d'accès à certains immeubles, rendant possible le retour dans le quartier de la jeune génération après le mariage.

La démonstration de l'intérêt que présente la combinaison d'une étude à l'échelle locale, y compris au niveau de l'immeuble, et une analyse des trajectoires est à nouveau faite par Yves Grafmeyer à propos des catégories sociales intermédiaires – artisans, commerçants, employés – qui peuplent les rues, plutôt que les grandes artères, des quartiers lyonnais considérés. La stabilité de cette population contraste avec le *turnover* qui caractérise les jeunes bourgeois et, à l'opposé, les ouvriers souvent d'origine étrangère présents dans ces espaces composites. Elle s'explique par le statut d'occupation du logement : l'analyse à l'échelle des unités spatiales, et spécialement l'analyse factorielle, montre cette fois-ci que la propriété



13. Jean-Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. XI, n° 1, janvier-mars 1970, p. 3-33.

14. Isaac Joseph, *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des méridiens, 1984.

est associée à une position sociale peu élevée et qu'elle augmente dans ce cas les chances d'habiter un petit logement. Le facteur déterminant de ce mode d'installation est ici l'histoire patrimoniale de l'immeuble : les ventes lors des mutations successorales provoquent le changement du statut juridique d'occupation, l'immeuble passant en bloc du locatif à la copropriété. Mais ce facteur n'intervient pas seul. La stabilité dans le quartier est souvent bien antérieure au changement du statut d'occupation : elle suggère un ancrage lié à l'exercice de la profession chez les artisans et les commerçants. Les exigences du métier apparaissent alors comme une forte motivation pour accéder à la propriété du logement ; s'y ajoute l'intérêt que représente la constitution d'un patrimoine immobilier, tandis que la transaction est facilitée, du côté du vendeur, par les garanties de réussite de l'opération et de perpétuation des relations de bon voisinage présentées généralement par l'ancien occupant. On voit ainsi comment le quartier peut offrir une série d'opportunités qui sont autant de ressources : elles garantissent contre les risques de déclin social une population pour laquelle celui-ci constitue un avenir probable.

L'analyse sociologique dans un cadre local permet donc de montrer comment l'espace peut agencer des populations diverses, aux statuts sociaux contrastés. Mais qu'en est-il de leur mode de cohabitation ? Les sites urbains étudiés jouissent, malgré l'hétérogénéité des habitants, d'une « forte valorisation sociale » : les familles de la bourgeoisie locale, on l'a vu, y dominent, elles ont toutes chances d'imposer le mode des relations entre voisins. De fait, la proximité d'une population socialement dissemblable semble d'autant plus acceptée par elles que les écarts de condition sociale sont inscrits dans l'espace physique, que la hié-

rarchie sociale se matérialise dans celle d'un habitat fortement différencié dans le périmètre même de l'îlot. C'est bien à cette condition que les habitants en position dominante peuvent, devant l'enquêteur, neutraliser et euphémiser les différences sociales, et recourir à la figure du « village » pour vanter leur quartier. L'éloge de la mixité sociale va ainsi de pair avec celui de relations de voisinage placées sous le signe de la convivialité, alors même qu'elles sont dominées par la « réserve », conformément à la norme revendiquée par les familles bourgeoises. Le quartier ne serait plus dans ce cas qu'un « territoire », lieu d'inscription de milieux sociaux distincts et distants, comme l'avaient démontré, contre l'illusion que la proximité spatiale a des effets homogénéisants, Chamboredon et Lemaire¹³. Mais l'enquête de Grafmeyer suggère aussi qu'il n'y a pas relation simple et univoque entre le degré de proximité sociale de populations présentes dans un même espace résidentiel et leur mode de cohabitation. Mettez ensemble des familles de même appartenance sociale, comme dans cet immeuble luxueux des années 1950 aux Brotteaux, et vous obtiendrez des relations de voisinage fondées sur une distance assortie d'une forte tension, pour peu que deux générations différentes – l'une jeune et mobile, l'autre âgée et fixée par la propriété – se trouvent face à face. Dans les îlots où coexistent au contraire des groupes placés sur les divers degrés de la hiérarchie socio-professionnelle, des relations « réservées » maintiennent certes « chacun à sa place », mais elles préservent des risques de friction ou de conflits. Et on peut se demander à propos de tels quartiers, si cette manière de cohabiter n'est pas précisément ce que les différents habitants sont d'accord pour partager : un mode de relation qui ne consent à aucun groupe de s'approprier l'espace public et transforme le citoyen en « passant considérable »¹⁴.